



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

DECEMBRE 2016

1^{er} décembre – L'inquiétude des autorités françaises face aux retours des djihadistes de Syrie. 700 Français sont encore dans les rangs de l'organisation terroriste. Plus de 200 ont déjà déserté. Confrontées au retour de ces hommes, femmes et enfants, les autorités cherchent des parades entre répression pénale et tentatives de réinsertion.

« Chemise arrachée » sursis pour 3 ex-salariés d'Air France qui avaient participé à une manifestation contre un plan de restructuration.

Les policiers municipaux autorisés à porter des pistolets 9 millimètres.

2 décembre – Mort de Marcos ANA poète espagnol, opposant à FRANCO. En 1936 il s'est engagé dans le camp républicain durant la guerre civile. Il a été libéré en 1961 après 23 ans d'emprisonnement dans les geôles franquistes. Pour lui la prison était une « université douloureuse ».

3 décembre – Le fiasco de la déchéance de nationalité masque un empilement de lois sécuritaires. La réforme constitutionnelle voulue après le 13 novembre a profondément divisé la gauche. L'exécutif a porté une série de lois que la gauche aurait qualifiées de liberticides si elle avait été dans l'opposition.

Psychiatrie : trop de ruptures dans la prise en charge. L'UNAFAM, une association de proches de patients, dresse un sombre constat de l'état du secteur. 419.000 patients ont été hospitalisés en psychiatrie en 2015, 79.000 sans leur consentement. 2 Millions ont été pris en charge en ambulatoire.

Un lycéen de Marseille poignardé devant son établissement.

Une tonne de cocaïne saisie à BAYONNE.

Décès de Lionel STOLERU ancien secrétaire d'Etat. En 1976 lors des mutineries dans les prisons, il crée le Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées GENEPI.

4 décembre – L'industrie des faux détruit emplois et recettes fiscales. Perte de 2,5 Millions d'emplois dans le monde dont 26300 en France. 167 Milliards d'euros de perte pour l'Union européenne chaque année.

Vague de colère dans la police judiciaire. Des centaines d'officiers dénoncent de nouvelles procédures qui compliquent la garde à vue. « Il faut compter au moins dix pages de procédure avant la moindre audition de fond » témoigne un commissaire. Conséquence de la transposition d'une directive européenne du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat.

Demande de grâce totale pour Jacqueline SAUVAGE.

6 décembre – A BEAUMONT-SUR-OISE, le deuil du « vivre ensemble ». La mort en juillet d'A TRAORE a profondément divisé cette petite ville tranquille.

VIRY-CHATILLON : un jeune mis en examen et écroué dans le cadre de l'enquête sur la tentative de meurtre contre des policiers.

Légère hausse du taux de pauvreté en 2015. 14,3% contre 14,1% en 2014. La France compte 8,8 Millions de personnes pauvres.

Migrants : à LA ROYA, guérilla judiciaire entre citoyens et autorités. Éric CIOTTI Président du département a signalé des villageois à la justice pour aide aux réfugiés. Des militants ont déposé plainte contre lui pour « délaissement des personnes hors d'état de se protéger ».

7 décembre – VALLS candidat, CAZENEUVE à MATIGNON, le remaniement reste limité. Au Ministère de l'Intérieur Bruno LE ROUX remplace CAZENEUVE.

Une nouvelle loi pour prolonger l'état d'urgence. Ce sera la cinquième loi de prorogation depuis le 14 novembre 2015.

8 décembre – Le Conseil d'Etat confirme la fermeture de la mosquée d'ECQUEVILLY. Dans son ordonnance il a estimé que les prêches de l'imam pouvaient relever de l'apologie du terrorisme.

Vol de cocaïne au « 36 » quai des orfèvres, dix personnes seront jugées. Outre un brigadier voleur présumé trois policiers et Christophe ROCANCOURT sont renvoyés en correctionnelle. Les 48 pains de cocaïne n'ont jamais été retrouvés.

Etat d'urgence : des députés prônent un sérieux recadrage. La mission de la commission des lois plaide pour limiter à 8 mois la durée des assignations à résidence. Depuis novembre 2015 434 personnes ont fait l'objet d'une assignation à résidence, 47 le sont depuis plus d'un an.

Une ex-sous-préfète condamnée pour corruption. Elle va faire appel.

9 décembre – Le renseignement financier sert l'antiterrorisme. TRACFIN la cellule anti-blanchiment française, se veut un outil de détection de « signaux faibles » de radicalisation. La fermeture d'un compte ou la liquidation d'une assurance-vie peuvent être des signes d'un départ imminent pour la zone irako-syrienne.

Voiture de police brûlée : les revirements de l'enquête. Trois manifestants ont reconnu leur implication. Il ne s'agit pas des jeunes interpellés dès le 18 mai. Le juge des libertés a ordonné la libération du jeune en prison depuis 6 mois. Le parquet a fait appel.

La Cour de Cassation craint de perdre son indépendance. Un décret fait incidemment passer la plus haute juridiction sous le contrôle direct du gouvernement. Le décret réunit en une seule « inspection générale de la justice » les 3 services d'inspection qui coexistaient jusqu'ici : services judiciaires, administration pénitentiaire et protection judiciaire de la jeunesse. La Cour de Cassation entre dans le champ des contrôles de l'inspection.

10 décembre – La Présidente du Front National veut faire payer l'école aux enfants étrangers.

Affaire CAHUZAC : fermeté de la peine, sobriété des mots. Condamnation à 3 ans de prison ferme pour fraude fiscale. Il a décidé de faire appel.

La loi anticorruption validée dans ses grandes lignes par le Conseil Constitutionnelle.

BOUBAKER EL-HAKIM : itinéraire d'un émir de l'EI. Le 26 novembre, une frappe américaine a visé ce djihadiste français impliqué dans plusieurs attentats. En Tunisie il planifie le meurtre de deux opposants politiques pour tenter de faire échouer la transition démocratique.

11 décembre – Notre-Dame-Des-Landes : le gouvernement recule. Matignon, sans officialiser l'abandon du projet d'aéroport, a décidé de reporter l'évacuation de la ZAD.

Démission de la députée Sylvie ANDRIEUX après sa condamnation définitive. Elle avait distribué entre 2005 et 2008 des fonds à des associations fictives alors qu'elle était conseillère régionale.

13 décembre – Arbitrage TAPIE : Christine LAGARDE face aux juges. L'ex-ministre de l'économie comparaît devant la Cour de Justice de la République pour « négligences » pour avoir renoncé à la procédure devant la justice ordinaire pour entrer en arbitrage dans le dossier ADIDAS, puis pour ne pas avoir opposé un recours contre la sentence arbitrale.

LONDRES ferme sa porte aux mineurs isolés à CALAIS. Près de 1500 jeunes migrants vont devoir être gérés par la France.

L'arnaque aux sites de trading spéculatif fait recette. Les plates-formes font miroiter des gains rapides et exponentiels. L'escroquerie a déjà coûté plus de 200 Millions d'euros en France. Les signalements et plaintes se multiplient.

14 décembre – L'affaire de TARNAC joue sa qualification terroriste. La Cour de Cassation devrait examiner mardi le recours du parquet général contre les poursuites de droit commun. Pour établir l'entreprise terroriste (sabotage de cinq lignes TGC) seul un ouvrage attribué à Julien COUPAT a été mis en avant, souligne l'avocat général.

Les noms maghrébins qui passent mal dans les CV. Une étude réalisée à la demande du ministère du travail révèle les inégalités de traitement selon les origines lors de la recherche d'emploi.

Le Conseil économique et social demande que l'ONU s'engage contre la fraude fiscale, 200 Milliards d'euros de préjudice pour les pays en voie de développement. L'évasion fiscale des entreprises exploitant les matières premières représente plus que l'aide internationale.

11 interpellations dans le dossier de l'attentat de NICE. Ils sont soupçonnés d'avoir aidé l'auteur de l'attaque qui a fait 86 morts à se procureur des armes.

La France a tué au moins 2500 combattants de l'Etat islamique. 50.000 djihadistes ont été tués par les frappes de la coalition, qui auraient fait au moins 1900 victimes civiles.

Affaire TAPIE : Christiane TAUBIRA n'exclut pas d'avoir « été abusée ». Elle affirme ne pas avoir eu connaissance de la note du TRESOR qui déconseillait fortement la voie de l'arbitrage.

Le meurtre d'un jeune par un policier ivre devant les assises des BOUCHES-du RHÔNE. L'accusé plaide la « haine des flics » et l'accident, hypothèse rejetée par la chambre de l'instruction.

Les lanceurs d'alerte des « Luxleaks » rejugés en appel. Ils avaient dévoilé des accords fiscaux secrets du Luxembourg.

15 décembre « 1^{ière} page du Monde » Le traitement inhumain des prisonniers de FRESNES. La Contrôleure générale des lieux de privation de liberté a publié au journal officiel le 14 décembre une alerte à propos de la situation de la prison de FRESNES. Surpopulation carcérale, délabrement des locaux, hygiène désastreuse.... la discipline est devenue illisible et brutale. La France risque une sanction de la Cour Européenne des droits de l'homme.



Manifestation : le tir de grenade d'un CRS contraire aux règles. Le policier qui a éborgné un opposant à la loi travail le 15 septembre à PARIS n'était pas habilité pour cette arme et l'a utilisée à tort selon l'inspection générale de la police nationale.

Des policiers expriment encore leur colère malgré les promesses du gouvernement. L'association « Mobilisation des policiers en colère » créée début novembre ambitionne de structurer le mouvement.

Les députés votent la 5^{ième} prorogation de l'état d'urgence. La durée des assignations à résidence sera théoriquement limitée à 12 mois.

16 décembre – Philippines : la guerre sans fin ni loi de DUTERTRE contre la drogue. Depuis le

30 juin 6000 personnes ont été tuées au nom de la lutte contre la drogue, 2000 par les forces de l'ordre, 4000 par les « assassins de l'ombre ».

L'Etat islamique revendique l'attentat perpétré au CAIRE contre les coptes.

Affaire TAPIE : LAGARDE fragilisée. Plusieurs témoignages ont accablé l'ancienne ministre de l'économie. « Toutes les forces de l'appareil d'Etat agissaient en faveur de l'arbitrage » Bruno BEZARD ancien directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Affaire TRAORE : un frère condamné pour violence contre une policière. Le tribunal de PONTOISE jugeait deux membres de la fratrie du jeune mort lors d'une interpellation. La défense dénonce une enquête à charge.

L'assaillant du THALYS reconnaît la dimension terroriste de son acte.

L'ancien trésorier du groupe UMP du Sénat mis en examen pour détournement de fonds publics au profit d'élus de droite.

Des jeunes entre pessimisme et défiance. Les 18-34 ans se sentent sacrifiés Selon le volet français de l'enquête « Génération What » 6 jeunes sur 10 se disent prêts à « participer à un grand mouvement de révolte ».

A la télévision vendredi 16 sur LCP « Une autre justice » de Chloé Henry-Biabaud et Isabelle Vayron de la Moureyre. Une plongée dans cette autre justice où victimes et coupables tentent de surmonter ensemble leurs traumatismes en FLORIDE. Tentative de justice « restaurative » ou réparatrice.

17 décembre – L'état d'urgence prorogé pour la 5^{ème} fois jusqu'au 13 juillet 2017.

Flash-Ball : prison avec sursis pour trois policiers. Le principal prévenu qui avait éborgné un participant a été condamné à 15 mois de prison avec sursis.

A Saint-Denis, évacuation d'un camp de fortune. Faute de places dans le camp parisien de La Chapelle, 700 personnes avaient franchi le périphérique.

L'ex-ministre Henri de RAINCOURT mis en examen. En plus de sa rémunération, il aurait perçu 4000 euros par mois de 2008 à 2011.

18/19 décembre – 12 ans de prison pour un policier marseillais qui avait tué un lycéen avec son arme de service en dehors de ses heures de travail.

Un mort dans l'incendie d'un foyer d'immigrés à BOULOGNE-BILLANCOURT. La piste criminelle a été confirmée.

Imbroglia autour d'arrestations en France lors d'une opération contre l'ETA. Le Président d'honneur de la Ligue des Droits d'Homme dénonce une « opération de communication ». Il s'agissait d'une démarche volontaire de l'ETA qui souhaitait se désarmer.

Attentat de NICE : trois suspects ont été écroués.

20 décembre – Attentat du THALYS : ce que le terroriste a dit au juge. Ayoub El KHAZZANI auteur de la tentative d'attentat du 21 août 2015 est un marocain âgé de 27 ans. Le projet était piloté par ABAAOUD le coordinateur des attentats de PARIS.

Indépendance de la justice : des magistrats se rebiffent. FO-magistrats demande au Conseil d'Etat d'annuler le décret créant une « inspection générale de la justice » « le problème est que ce contrôle soit rattaché au ministère de la justice et donc au gouvernement » d'après Clarisse TARON Présidente du Syndicat de la Magistrature.

Incendie volontaire dans une salle de prière musulmane dans l'AISNE.

Commando de femmes djihadistes, une suspecte est mise en examen et écrouée.

22 décembre – Une loi pour réformer la légitime défense des policiers. Le texte prévoit d'étudier les cas de figure, où les policiers seront autorisés à ouvrir le feu. Leur régime sera aligné sur celui des gendarmes.

Les extractions judiciaires des détenus d'une prison vers un tribunal devraient être confiées à l'Administration pénitentiaire mais un rapport du ministère de la justice préconise de nouveaux reports dans le calendrier des transferts de mission.

Armes de l'ETA : cinq personnes mises en examen. Elles ont été laissées libres sous contrôle judiciaire.

Les femmes coupées : plus de 60.000 femmes vivant en France seraient excisées. Si les chirurgies réparatrices existent, le plus dur est souvent de réussir à parler de ce traumatisme comparable à un viol.

23 décembre – La police allemande a diffusé l'avis de recherche d'ANIS AMRI, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat du marché de Noël à BERLIN. Le tunisien de 24 ans était connu des autorités comme l'un des islamistes les plus dangereux du pays.

Portrait des adolescents d'aujourd'hui. Les 11-15 ans sont globalement satisfaits de leur vie, mais certains manifestent des troubles inquiétants.

24/25/26 décembre – Itinéraire d'un terroriste de KAROUAN à BERLIN. Anis AMRI, auteur de l'attentat de BERLIN s'était enfui de TUNISIE pour échapper à la justice.

Malaise autour des grilles anti migrants. A PARIS et à SAINT-DENIS, les dispositifs pour empêcher le retour des campements se multiplient.



« 70% des détenus radicalisés que nous avons traités se sont distanciés du djihadisme » Jean-Luc MARRET directeur d'un programme pilote de « déradicalisation » dans deux maisons d'arrêt de l'Ile de France. Programme qui a duré 90 jours complets avec une équipe d'intervention de moins de dix personnes (religieux, travailleurs sociaux, psychologues et psychiatres cliniciens).

27 décembre – Après l'attentat de BERLIN, l'inquiétude de la TUNISIE. ANIS AMRI l'auteur de l'attaque de BERLIN a été tué en pleine cavale par la police italienne. Au moins 5500 Tunisiens ont rejoint les rangs des groupes djihadistes en Syrie, en Irak et en Lybie.

Une Française enlevée à GAO au MALI, elle travaillait à la tête de l'ONG « aide à GAO ».

Un homme tué par balles à MARSEILLE, la piste d'un nouveau règlement de comptes est privilégiée.

Procès LAGARDE, chronique d'un désastre annoncé. « Une condamnation avec dispense de peine produit le même effet qu'une relaxe, l'opinion ne retenant que la dispense de peine » Pascale ROBERT-DIARD Service Société du « Monde ».

28 décembre – Triple meurtre de la DRÔME : le suspect placé en hôpital psychiatrique, son état a été jugé incompatible avec une garde à vue.

Un braqueur soupçonné d'une décapitation d'un homme de 57 ans à CLAMART.

L'hébergement d'urgence pris au piège des nuits d'hôtel. Chaque nuit le SAMU SOCIAL de PARIS loue 12000 chambres. Une solution coûteuse pour l'Etat. La facture s'est élevée en 2015 à 547 Millions d'euros.

29 décembre – Blessures par des tirs de Flash-Ball. Les trois policiers ont fait appel.

Policiers municipaux et agents SNCF RATP équipés de caméras à titre expérimental.

Un cadavre découpé en 4 morceaux près de TOULON.

John LEGEND, chanteur noir américain a écrit au Président OBAMA pour qu'il fasse preuve de clémence envers des milliers de prisonniers emprisonnés pour détention de drogues. L'Amérique compte 2% de la population mondiale et 5% de la population carcérale.

30 décembre – Débat après la grâce de Jacqueline SAUVAGE. Le Président de la République a accordé « une remise gracieuse du reliquat de la peine d'emprisonnement » de la condamnée. L'Union Syndicale des Magistrats dénonce « une nouvelle atteinte à l'indépendance de la justice par l'exécutif ».

Après l'attaque de BERLIN, haro sur l'espace SCHENGEN. Abattu en Italie le 23 décembre ANIS AMRI avait échappé aux contrôles pendant sa cavale aux Pays-Bas et en France.

Plongée au cœur du malaise policier. Des milliers de dossiers sont laissés en jachère faute de ressources « en attendant que les procédures meurent toutes seules » se désole un

fonctionnaire. Les relations avec la population se sont détériorées. Les commissariats se sont « bunkerisés ». Une fracture béante.

31 décembre – Un ancien interne en médecine de MARSEILLE mis en examen et écroué. Il avait été expulsé de TURQUIE, soupçonné de vouloir se rendre dans la zone de combats irako-syrienne. Il consultait régulièrement des sites djihadistes et menaçait sur TWITTER des commettre des attentats.

Comment le tueur d la DRÔME a été laissé livré à lui-même. Le suspect, placé en hôpital psychiatrique lundi, avait été pris en charge par des gendarmes, des pompiers et un hôpital juste avant le drame. « Les prisons regorgent de jeunes aux graves problèmes psychiatriques, la drogue a fait exploser la dégradation de la santé mentale » Philippe NAVARRO secrétaire régional du syndicat FO-Santé.

Le fiasco de la centralisation des écoutes. Bugs et retards perdurent pour la plateforme gérée par THALES, qui devait devenir obligatoire au 1^{ier} janvier.